

Radio Polynésie le 1/2/2010 (Midi)

LA DGDE AU CENTRE DES DISCUSSIONS ENTRE MARIE-LUCE PENCHARD ET GASTON TONG SANG.

C. Farhi : Marie-Luce Penchard a rencontré ce matin le Pdt Gaston Tong Sang. Une demi-heure d'entretien au cours duquel il a été largement question de la DGDE, la dotation globale de développement économique. La ministre de l'Outre-mer confirme son souhait de transformer la dotation, objectif : assainir les relations financières entre l'Etat et le Pays.

Marie-Luce Penchard, ministre de l'Outre-mer : *« Nous avons abordé, je vous dirai très sincèrement la question de la DGDE, parce que nous sommes dans une démarche d'assainir les relations financières avec le Pays. Le Gvt a bien avancé, le Pdt Tong Sang, notamment, a réduit les coûts de fonctionnement de son Gvt. Il y a des avancées au niveau de l'investissement. Plusieurs volets sont prévus, nous nous sommes un peu mis d'accord sur les grands principes. Nous sommes en train de finaliser tout cela et je pense qu'on va pouvoir décider avant mon départ. »*

G. Marsauche : Vous êtes venue en Polynésie pour dire au Gvt et aux polynésiens : prenez-vous en charge avec l'autonomie, notamment au niveau économique ?

Marie-Luce Penchard : *« Je ne suis pas venue dire aux polynésiens ce qu'ils savent déjà. Vous êtes dans un statut d'autonomie et donc c'est le Pays qui détermine sa politique.*

Mais, simplement, j'ai voulu aussi dire que l'Etat était à côté des polynésiens, c'est toujours le message qu'a indiqué le chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, lors notamment de la signature du contrat de projets. L'Etat accompagnera la Polynésie sur des grands projets, notamment pour mettre en valeur ses potentialités. Et on le voit dans le domaine des énergies renouvelables, parce qu'au-delà du tourisme, au-delà de la perle, il faut aussi voir ces potentialités pour refaire partir de nouveau l'activité économique, et de manière à enrayer le chômage. »

C. Farhi : De son côté, Gaston Tong Sang se déclare optimiste. Le Pdt salue l'initiative de l'Etat de vouloir éponger la dette concernant le versement de la DGDE ; une somme de 8.2 milliards Fcfp qui sera suivie d'une pérennisation de la somme.

Gaston Tong Sang, Pdt du Pays : *« Elle vient pas les mains vides surtout, je crois que c'est ça le plus important. Bien sûr, le dossier central c'est la DGDE assise sur des bases assainies financièrement. L'Etat s'est engagé, effectivement, à payer assez rapidement les anciennes dotations de la DGDE qui n'ont pas été versées, de 2008 d'ailleurs. Il y en avait pour 8.2 milliards. Je crois que l'Etat est décidé à éponger cette situation pour repartir sur des bases saines. Lorsque la nouvelle DGDE sera installée sur un socle solide, pérenne ; ce sont ses paroles à elle. On pourra donc se dire : à partir de ce moment là, plus personne ne pourra venir remettre en cause la dotation. On n'a plus besoin, non plus, d'aller à Paris négocier chaque année, parce qu'il y aura un coefficient d'actualisation annuelle de la dotation. »*

GM : Après ce 1^{er} entretien, êtes-vous optimiste sur l'augmentation de la dotation ?

Gaston Tong Sang : « *Oui, mais pas en fonctionnement. C'est à nous de montrer notre capacité de lancer nos opérations d'investissement. Parce que en matière d'investissement, l'Etat est assez ouvert.* »

C. Farhi : Marie-Luce Penchard a ensuite rencontré ce matin les élus de l'assemblée et les parlementaires pour aborder la question cruciale de la réforme électorale.

GM, en direct de la présidence : Elle vient tout juste de se terminer. C'est toute la famille autonomiste qui a répondu à l'invitation de la ministre de l'Outre-mer pour envisager cette réforme électorale. Autour de Gaston Tong Sang ont pris place : Edouard Fritch, Jean-Christophe Bouissou, Michel Buillard, Bruno Sandras, Philip Schyle, Sandra Lévy-Agami et Robert Tanseau, les responsables de groupes autonomistes à l'assemblée. Seul l'UPLD n'a pas fait le déplacement ; Oscar Temaru espère un tête-à-tête avec Marie-Luce Penchard demain après-midi à la mairie de Faaa.

Depuis 10h45, le projet de la réforme électorale, annoncée par le Pdt de la RF, était sur la table des négociations entre l'Etat et le Pays. Mais ce matin, c'est avant tout la méthode pour y aboutir qui a été discutée. Le pouvoir s'est donné un an pour trouver la voie qui ramènerait la stabilité politique. On sait que la loi ne sera pas suffisante s'il n'y a pas la volonté des élus, et la démarche pour aboutir à un accord aura son importance